



Organisation
internationale
du Travail



Ce projet est financé par
l'Union Européenne

► Commerce, investissement et emploi dans les pays de la rive sud de la Méditerranée

Rapport thématique du projet « Intégration
del'emploi dans le commerce et l'investissement
dans le voisinage sud de l'UE »



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

► Résumé exécutif

Les politiques commerciales, d'investissement et industrielles se situent au cœur de la transformation économique et des stratégies génératrices d'emplois dans les pays en développement. Dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, malgré de nombreuses réformes adoptées au cours des dernières décennies, la transformation structurelle reste lente et l'impact de ces politiques sur la création d'emplois reste faible, notamment pour les femmes et les jeunes. Ce rapport thématique examine l'évolution de ces politiques et leur impact sur la transformation économique, la diversification des exportations et le marché du travail, avec une attention toute particulière portée sur les jeunes et les femmes, ainsi que sur les petites et moyennes entreprises de la région. Ce rapport fournit également une analyse des évolutions à venir et de leur impact attendu sur le marché du travail de la région.

Présentation du marché du travail, du commerce et de l'investissement

Le chapitre 1 présente les perspectives économiques actuelles dans la région, ainsi que le marché du travail et l'évolution du commerce et de l'investissement dans la région.

Les pays de la rive sud de la Méditerranée ont dû faire face à une forte instabilité politique et économique, des mouvements sociaux de 2011 à la crise mondiale de la COVID-19, qui a été ponctuée par de nombreux événements nationaux qui ont eu un impact très lourd sur la trajectoire de l'économie de la région. Les mouvements sociaux de 2011, qui ont commencé en Tunisie, avant de se propager à l'Égypte, à la Libye et aux autres pays de la région, ont été motivés par la jeunesse en quête de progrès dans les domaines économiques et sociaux, de participation aux décisions

de développement de leur pays et de démocratisation des systèmes politiques. Les pays tels que la Jordanie et le Liban ont également subi de plein fouet la guerre civile syrienne qui a commencé en 2011.

Dans l'ensemble, la croissance économique de la région au cours de la dernière décennie a été inférieure à son potentiel. La croissance économique décevante des pays de la rive sud de la Méditerranée se reflète dans les résultats du marché du travail, qui se caractérisent par un taux d'activité faible, notamment chez les femmes et les jeunes, un taux élevé de chômage et de travail informel, et un faible taux de création d'emplois de qualité. Une décennie après les mouvements sociaux de 2011, la réalité économique pour les femmes et les jeunes dans la région n'a guère évolué. Ainsi, dans la région, le taux d'activité des femmes est l'un des plus faibles au niveau mondial, et est inférieur à la moyenne des pays appartenant à la même catégorie de revenu ou à une catégorie plus faible. De même, le taux d'activité des jeunes (âgés de 15 à 29 ans) est beaucoup plus faible que celui des personnes plus âgées. La part significative des femmes et des jeunes qui sont inactifs, et qui ne cherchent même pas à devenir actifs, illustre les difficultés auxquelles les femmes et les jeunes doivent faire face pour pouvoir participer pleinement à la vie économique de leur pays.

La part des pays de la rive sud de la Méditerranée dans le commerce international n'a pas progressé au cours des dernières décennies. En 2019, la région représentait seulement environ 0,08 % des exportations de marchandises au niveau mondial et 1 % des importations.¹ Dans la région, les importations de marchandises sont bien plus élevées que les

¹ Calculs réalisés à partir des données de la CNUCED.

les exportations. Cet écart s'est creusé depuis 2008, date qui marque un changement de dynamique. De manière générale, la forte croissance des importations par rapport aux exportations a entraîné des déficits chroniques, à la fois commerciaux et dans les comptes courants, au sein des pays importateurs de pétrole de la région. Le Liban, le Maroc, la Jordanie, la Tunisie, les Territoires palestiniens occupés et l'Égypte ont enregistré des déficits importants et chroniques depuis plus d'une décennie. En revanche, les pays exportateurs de pétrole de la région ont historiquement bénéficié d'excédents, à la fois commerciaux et au niveau de leurs comptes courants. Cependant, cela n'est plus le cas pour l'Algérie ces dernières années. Par ailleurs, la région a de fortes fragilités commerciales. Parmi ces fragilités, on peut citer la grande volatilité des exportations des pays dépendants du pétrole. La chute des cours du pétrole en 2020 et son impact sur l'économie de l'Algérie et de la Libye en sont un bon exemple. Par ailleurs, dans les pays d'Afrique du Nord, les marchés d'exportation sont fortement concentrés, notamment vers l'Europe. Enfin, malgré son économie régionale relativement ouverte, les échanges au sein de la région sont très limités, voire inexistant entre certains pays.

Au cours des dernières décennies, les pays de la rive sud de la Méditerranée ont adopté différentes réformes pour attirer les investissements directs étrangers (IDE), notamment des réformes visant les cadres réglementaires et l'établissement de zones économiques spéciales. Malgré ces réformes, les flux d'IDE entrants dans la région ont augmenté plutôt lentement entre 2005 et 2019. En 2019, les flux d'IDE entrants représentaient 2,1 % du total du PIB de la région et leur croissance en stock a été constante. Cependant, les flux d'IDE entrants ont été instables, notamment à la suite des mouvements sociaux

de 2011 et de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale.

Outre des réformes au niveau national, des efforts ont été réalisés pour favoriser l'intégration régionale. Le lancement de l'Union pour la Méditerranée (UpM) en 2008 a généré des améliorations notoires en matière de collaboration et d'intensification des échanges commerciaux. Malgré l'intensification des échanges commerciaux entre différents pays de la région, il existe un potentiel commercial considérable non exploité entre les pays de la rive sud de la Méditerranée et les pays hors de l'UE ou ceux de l'UpM.

La relation entre le marché du travail et les politiques commerciales, d'investissement et industrielles est tout particulièrement importante pour les pays de la rive sud de la Méditerranée. Une affectation correcte, par le biais d'institutions et de politiques industrielles efficaces qui encouragent le changement structurel et les politiques commerciales et d'investissement, pourrait aider les pays de la région à étendre leurs secteurs productifs, notamment pour les PME, tout en créant des emplois de qualité indispensables, notamment pour les femmes et les jeunes. Dans ce contexte, la promotion du dialogue et de la coopération technique au sein de la région offre une occasion majeure d'accélérer davantage ces efforts et de favoriser l'intégration régionale.

Les politiques commerciales, d'investissement, industrielles et d'emploi et leur impact sur le marché du travail

Le chapitre 2 présente les politiques industrielles, commerciales, d'investissement et d'emploi dans la région, ainsi que leur impact sur les exportations et sur la création d'emplois, notamment dans les secteurs productifs et des biens échangeables.

Les pays de la rive sud de la Méditerranée ont suivi les tendances internationales en matière de politiques industrielles et commerciales. Suite à leur indépendance, tous les pays de la région ont adopté, dans les années 1970 et 1980, des politiques visant à protéger leurs industries locales et à les développer, mais également à réduire leur dépendance envers les pays plus développés. De nombreux pays de la région se sont ainsi efforcés de promouvoir les exportations et la libéralisation des échanges. Toutefois, ces politiques ont été mises en œuvre à des rythmes différents et avec une intensité différente dans les différents pays de la région. Au cours des années 1990, la plupart des pays de la région ont adopté les réformes d'ajustement structurel recommandées par la Banque mondiale et le FMI. Grâce aux programmes d'ajustement structurel (PAS), les pays de la région ont connu une importante vague de privatisations. Ainsi, les barrières commerciales, notamment les tarifs douaniers, ont progressivement diminué dans la région. Au cours des deux dernières décennies, et tout particulièrement depuis le milieu des années 1990, les pays de la région ont relativement ouvert leurs économies et ont essayé de les intégrer à l'économie mondiale en adoptant un ensemble de politiques commerciales et d'investissement ayant pour objectif d'attirer les investissements directs étrangers (IDE) et d'augmenter leurs exportations. Ces politiques avaient également pour objectif d'améliorer la productivité du travail, de soutenir le développement des PME, d'encourager le processus de convergence avec les économies développées et de créer des emplois, notamment de qualité, pour intégrer les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Dans les années 1990 et 2000, en parallèle de ces réformes importantes de libéralisation des échanges, les pays de la région se sont lancés dans de grandes réformes d'investissement, soit en révisant les cadres réglementaires, soit en établissant des zones économiques spéciales (ZES) (également appelées

zones franches (ZF)), des zones de libre-échange (ZLE), ou des zones franches industrielles (ZFI) dans le but de créer des incitations principalement fiscales.

Les pays de la région ont également mis en œuvre un certain nombre de politiques industrielles, ayant des objectifs à la fois transversaux et ciblés, avec un ensemble de politiques et de mesures visant à améliorer le fonctionnement du marché et l'environnement commercial, ainsi qu'un soutien ciblé aux secteurs susceptibles de générer une croissance de la productivité et le développement. Dans la région, le Maroc et l'Égypte se démarquent comme étant les pays qui se sont le plus appliqués à concevoir et mettre en œuvre des politiques industrielles qui allient les interventions transversales et ciblées. Le Maroc est le seul pays à avoir conçu et mis en œuvre un processus d'autocritique répété et à compiler une liste à jour de secteurs et d'interventions ciblés en fonction des changements économiques identifiés. La conception des politiques industrielles peut être considérablement améliorée dans tous les pays de la région. Les principales lacunes restantes concernent les conditions du soutien apporté aux entreprises,² l'intégration et le dialogue social avec le secteur privé, ainsi que la transparence de la mise en œuvre. Dans la plupart des pays de la région, il existe un certain dialogue entre le public et le privé. Cependant, un dialogue efficace exige des voies de communication formelles, des prises de décision et des délibérations transparentes et fréquentes, conditions qui restent un point faible pour la plupart des pays de la région. Une autre lacune importante est la mise en œuvre et sa transparence. Il n'existe que peu d'informations sur les mécanismes de mise en œuvre, ce qui suggère qu'il reste beaucoup à faire en matière de transparence et de mécanismes de contrôle et d'évaluation dans la région.

² Il s'agit de la métaphore de la carotte et du bâton décrite par Dani Rodrik (2008).

En ce qui concerne les politiques d'emploi, tous les pays ne disposent pas de politiques nationales d'emploi (PNE) distinctes et explicites. Certains pays intègrent les mesures d'emploi au sein des plans de développement nationaux, alors que d'autres pays les intègrent à d'autres politiques nationales. Différentes dynamiques favorisent l'adoption des PNE. Tout d'abord, la crise de l'emploi a permis de mettre les politiques d'emploi à l'ordre du jour à partir du début des années 2000. Ensuite, les perturbations auxquelles le marché du travail a dû faire face à cause de la pandémie de COVID-19 ne font que confirmer le rôle crucial des politiques d'emploi, non seulement pour atténuer l'impact de la crise à court terme, mais également pour favoriser la reprise économique et renforcer la résistance de l'économie et du marché du travail aux coups subis à long terme. Enfin, les processus des politiques d'emploi ont été mis à l'épreuve par les crises socioéconomiques qu'ont connu certains pays. Les mouvements sociaux de 2011 en sont un exemple notoire, au cours desquels les protestations et les demandes de la population visaient également l'accès à l'emploi. À partir de 2010, ces événements ont entraîné l'apparition de politiques nationales d'emploi dans les pays arabes, et tout particulièrement au **Maroc** et en **Tunisie**.

Dans l'ensemble, ces politiques n'ont pas conduit à une transformation structurelle efficace. Depuis 2000, la région a connu une transition des emplois du secteur de l'agriculture, principalement vers le secteur des services. Dans le meilleur des cas, la part des emplois du secteur manufacturier et de l'industrie est restée relativement stable dans les différents pays. En ce qui concerne les extrants, la contribution des secteurs larges au PIB en matière de valeur ajoutée n'a pas fortement changé dans les différents pays de la région. En matière d'emploi et d'extrants, la plupart des économies de la région sont orientées vers les services, comme c'est le cas tout particulièrement du Liban, dont la part des services dans les extrants a augmenté pour

atteindre environ 80 % en 2019. Les pays de la région connaissent une désindustrialisation précoce. Le secteur manufacturier, qui a historiquement été le moteur de la transformation structurelle pour les économies plus avancées, dont le poids varie dans les différents pays de la région, reste stable dans le meilleur des cas et est en baisse dans le pire des cas.

Les politiques commerciales, d'investissement et industrielles ont, de manière générale, donné des résultats positifs dans la région, avec davantage d'exportations avant la pandémie de COVID-19 en 2019, qu'en 2020. Cependant, les résultats ont été inégaux dans les différents pays de la région. L'Égypte et le Maroc en particulier, ont stimulé la hausse des exportations dans la région, ce qui illustre les efforts réalisés par ces deux pays en matière de politiques commerciales, d'investissement et industrielles au cours des deux dernières décennies. Les exportations de ces deux pays ont fortement augmenté depuis le début des années 2000, à l'exception d'une évolution à la baisse entre 2011 et 2015. Les exportations de marchandises de ces deux pays étaient très semblables en 2019, ce qui est tout à fait remarquable pour le Maroc, compte tenu de la différence de taille entre ces deux économies (le PIB de l'Égypte est 2,5 fois supérieur à celui du Maroc). Dans la région, l'évolution des exportations nécessitant une main-d'œuvre hautement qualifiée et beaucoup de technologie illustre l'augmentation de la part des produits manufacturés exigeant des qualifications moyennes et beaucoup de technologie, ou des qualifications élevées et beaucoup de technologie, au sein des exportations du Maroc, de l'Égypte et de la Tunisie. Cette évolution témoigne de l'amélioration du niveau de sophistication et des meilleures capacités technologiques de ces économies. Cependant, la région n'a pas réussi à diversifier de façon significative ses exportations de produits, à l'exception de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie qui ont montré des signes encourageants

notamment dans les secteurs de l'électronique et de l'automobile au Maroc, et dans une moindre mesure, en Tunisie, et dans le secteur des machines électriques en Égypte.

Le niveau des IDE n'a pas augmenté de manière significative dans la plupart des pays de la région. Dans la plupart des pays de la région, les flux d'IDE entrants ont fortement augmenté entre 2000 et 2008, mais ont connu une baisse depuis, à l'exception de l'Égypte et du Maroc. Dans les autres pays, dans le meilleur des cas, les niveaux d'IDE atteints avant la pandémie ont stagné. Les IDE dans la région n'ont pas produit les résultats attendus, la plupart des investissements étant concentrés dans les secteurs à forte intensité capitaliste. Ainsi, l'impact des IDE sur la création d'emplois, la productivité du travail et le changement structurel ne semblent pas être à la hauteur du niveau espéré par les décideurs politiques de la région. L'attention portée sur les liens à l'échelle nationale avec les PME locales devrait être renforcée de façon à optimiser l'impact de ces IDE et leur contribution aux résultats économiques nationaux.

Dans l'ensemble, malgré les politiques industrielles, commerciales et d'investissement mises en œuvre, la hausse du taux d'emploi est restée limitée dans les secteurs des biens échangeables de la région, tels que le secteur manufacturier et le secteur des services échangeables. Dans presque tous les pays, de nombreux travailleurs quittent le secteur de l'agriculture pour travailler principalement dans les secteurs des biens non échangeables et dans les secteurs faiblement productifs. Toutefois, les exportations et le commerce ont accru la demande en main-d'œuvre plus qualifiée dans la région, tout particulièrement en Égypte, au

au Maroc et en Tunisie, en corrélation avec l'augmentation de la part des exportations nécessitant de hautes qualifications et beaucoup de technologie. Les secteurs des biens échangeables, et notamment le secteur manufacturier, n'ont pas su créer une demande suffisante pour la main-d'œuvre de la région. Dans presque tous les pays, à l'exception de l'Égypte, la part du secteur manufacturier dans les emplois a baissé. En parallèle, la part du commerce de détail et de gros a augmenté presque systématiquement dans tous les pays. Les autres secteurs des biens non échangeables tels que les administrations publiques et l'enseignement n'ont pas fortement contribué à créer des emplois. Cependant, on observe des signes encourageants dans les services échangeables nécessitant habituellement de hautes qualifications, notamment au Maroc, ce qui correspond au rôle grandissant que le commerce de services joue dans la région. Dans la région, le potentiel de croissance des services échangeables est important, cependant, ces derniers auront principalement pour effet d'augmenter la demande en travailleurs hautement qualifiés. L'orientation vers les secteurs qui exigent une main-d'œuvre hautement qualifiée et vers d'autres secteurs comme le secteur manufacturier, qui permettrait d'intégrer la part importante de travailleurs faiblement ou moyennement qualifiés, semble être la bonne approche pour les pays de la rive sud de la Méditerranée.

L'impact des politiques commerciales sur le marché du travail n'est pas seulement déterminé par le niveau de libéralisation des échanges et par les politiques commerciales, mais dépend également très fortement de l'adoption d'autres ensembles de politiques cohérentes avec les politiques commerciales, qui permettent de créer l'environnement nécessaire à leur réussite. Comme indiqué ci-dessus, les politiques industrielles de la région

sont plutôt de faible qualité, malgré des signes encourageants en Égypte et au Maroc. Les politiques industrielles doivent être efficaces pour obtenir les résultats positifs attendus et fournir des emplois de qualité aux travailleurs de la région. L'impact des politiques industrielles et commerciales dans la région est fortement lié à la qualité des infrastructures. Les infrastructures sont définies comme matérielles ou immatérielles. Elles sont un élément important pour le développement économique et l'expansion du commerce. Les infrastructures matérielles comprennent les routes, la connectivité, les télécommunications et les ports, tandis que les infrastructures immatérielles comprennent la finance, le capital humain et la qualité des institutions. Dans l'ensemble, il serait possible de considérablement améliorer la qualité des infrastructures matérielles et immatérielles afin d'exploiter pleinement le potentiel des politiques commerciales et industrielles, et leur impact sur le marché de l'emploi. Par exemple, les institutions de la région sont de faible qualité. Les mouvements sociaux de 2011 ont été marqués par une tentative de réforme des institutions de l'économie extractive. Ces institutions avaient entraîné une corruption endémique et des liens forts entre les entreprises et l'État, cherchant à maximiser les rentes et au final, une création très limitée d'emplois de qualité et une faible croissance. Le succès des politiques industrielles dépend de la capacité de l'État à établir une relation de transparence et de collaboration avec le secteur privé, en s'appuyant sur un ensemble clair de règles et d'incitations et sur l'approche de « la carotte et du bâton », qui aurait pour effet de diminuer la recherche de rentes. Les pays de la région doivent se concentrer sur la réforme des institutions économiques, notamment les lois encadrant la concurrence et les organismes chargés de la concurrence et promouvoir l'état de droit pour pouvoir développer leur économie

Les politiques commerciales, d'investissement et industrielles, et les jeunes et les femmes sur le marché du travail

Le chapitre 3 contient une analyse détaillée des jeunes et des femmes sur le marché du travail dans la région, et de l'évolution de leur emploi dans les secteurs productifs, notamment les secteurs des biens échangeables au cours des deux dernières décennies.

Les jeunes des pays de la rive sud de la Méditerranée connaissent des difficultés pour trouver des emplois de qualité et pour développer leur potentiel économique. Dans la région, le taux d'activité des jeunes est inférieur à 40 %. La région souffre également d'une proportion relativement élevée de jeunes ni occupés, ni scolarisés, ni en formation. Dans la région, le taux de chômage des jeunes est l'un des plus élevés au monde, allant de 42 % au maximum en Algérie à 19 % au minimum en Tunisie en 2019. Le taux de chômage a augmenté avec la hausse du niveau d'éducation, ce qui suggère une forte inadéquation entre les postes à pourvoir et les qualifications des travailleurs dans les pays de la région. Le chômage a augmenté tout particulièrement chez les jeunes diplômés de la région, notamment en Tunisie et en Jordanie, où la part des diplômés de l'enseignement supérieur dans la population active est relativement élevée.

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est tout particulièrement problématique dans la région. Ceci témoigne du faible retour sur investissement en matière d'enseignement et pourrait influencer les choix des générations futures et conduire à une baisse générale de l'accumulation de capital humain dans ces économies. Par ailleurs, le chômage des diplômés est une perte économique et de capital humain pour les pays à revenu intermédiaire de la région, au vu des coûts élevés nécessaires à

à l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Le taux de chômage des diplômés reflète l'absence de transformation structurelle et ainsi, l'incapacité des économies à créer des emplois de qualité pour leur jeunesse éduquée. Le taux de chômage élevé chez les jeunes et le manque de dynamisme économique causent une émigration importante, notamment illégale, et une fuite des cerveaux dans la plupart des pays de la région. La part des personnes hautement qualifiées au sein de la population émigrée a augmenté dans ces pays et atteint 20 % chez les jeunes émigrés en 2017, ce qui suggère une fuite des cerveaux.

En Égypte, en Jordanie, dans les Territoires palestiniens occupés et en Tunisie, les jeunes qui travaillent dans les secteurs des biens échangeables semblent mieux réussir que leurs homologues des autres pays de la région et ont un taux d'activité plus élevé. Dans l'ensemble, la part des jeunes travaillant dans le secteur manufacturier et dans les secteurs des biens échangeables est plus élevée que celle des travailleurs plus âgés. Le secteur manufacturier a, en général, eu l'effet d'augmenter la demande en jeunes travailleurs hautement qualifiés dans la plupart des pays, et cette demande a augmenté plus rapidement que la demande en travailleurs hautement qualifiés plus âgés. Cependant, les jeunes ont tendance à être davantage présents dans les secteurs des biens non échangeables demandant une main-d'œuvre peu qualifiée que leurs homologues plus âgés, principalement dans les secteurs du BTP et du commerce de détail et de gros. Au final, il n'existe pas de tendance claire applicable au niveau de qualification : les jeunes employés ont plutôt tendance à être plus diplômés et plus qualifiés que leurs homologues plus âgés en Égypte et en Tunisie, alors qu'ils ont un niveau d'éducation plus faible en Jordanie et dans les Territoires palestiniens occupés. Avec l'adoption dans les pays de la région de

nouveaux modèles de développement orientés vers l'exportation, les dynamiques de demande des emplois des femmes devraient avoir fortement changé. Toutefois, dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, les femmes sont toujours confrontées à des difficultés structurelles pour rejoindre la population active. Dans la région, le taux d'activité des femmes est parmi les plus faibles au monde, et se situait à seulement 22 % en 2019. Le taux d'activité des femmes n'est pas le plus élevé dans les pays de la région ayant le niveau d'éducation le plus élevé, comme la Jordanie et la Tunisie. Il est le plus élevé en Libye (32 %), pays dans lequel les femmes sont moins susceptibles d'avoir un niveau d'éducation élevé par rapport aux autres pays de la région. Le faible taux d'activité des femmes et leur niveau d'éducation, généralement élevé dans la région, constituent un paradoxe. De manière générale, plus les femmes sont éduquées, plus elles sont susceptibles de faire partie de la population active. Cependant, il n'existe pas de corrélation claire entre le niveau d'éducation et le taux d'activité des femmes dans la région, ce qui indique la présence de défis structurels ayant un impact sur le taux d'activité des femmes, sans lien avec les défis concernant les qualifications.

Le taux d'activité faible des femmes dans les divers pays de la région est dû à un manque de dynamisme économique, ainsi qu'aux normes sociales et aux stéréotypes. Les femmes de la région préfèrent habituellement les emplois dans le secteur public pour son appartenance à l'économie formelle et sa sécurité. Cependant, les opportunités d'emplois dans le secteur public ont diminué depuis les réformes d'ajustement structurel des années 1990, malgré le rôle important qu'il continue à jouer. En parallèle, le secteur privé n'a pas été en mesure de fournir les mêmes emplois de qualité offerts par le secteur public, notamment pour les femmes au niveau d'éducation élevé ou

mariées. D'autres causes premières renforcent et perpétuent les normes et stéréotypes sociaux, tels que l'insuffisance des structures d'accueil des enfants, un faible accès à des transports publics abordables, des lois familiales et du travail discriminatoires, des bas salaires et de faibles aides économiques.

Au sein de la population active, le taux de chômage des femmes de la région est le plus élevé, bien que leur niveau d'éducation soit supérieur à celui des hommes. Dans presque tous les pays de la région, au sein de la population active, les femmes ont tendance à avoir un niveau d'éducation plus élevé que celui des hommes. En 2019, les femmes palestiniennes et jordaniennes actives avaient le niveau d'éducation le plus élevé ; respectivement 63 % et 58 % d'entre elles étaient diplômées de l'enseignement supérieur. Cependant, le taux de chômage des femmes est beaucoup plus élevé que celui des hommes dans la région, sauf au Maroc où il est équivalent pour les femmes et les hommes. Le taux de chômage élevé des femmes peut s'expliquer par les mêmes contraintes qui entraînent leur exclusion de la population active. Il peut également s'expliquer par le nombre important de femmes dans la région, notamment en Jordanie et en Tunisie, qui doivent se partager les emplois perçus comme « adaptés aux femmes », notamment ceux du secteur public, et cela se remarque par le taux élevé de chômeuses de longue durée.

En raison du taux d'activité dérisoire et du taux élevé de chômage chez les femmes, la part des femmes employées est très faible dans tous les pays de la région, allant de 14 % en Jordanie à 32 % en Libye. En général les femmes ont tendance à travailler dans un nombre limité de secteurs, principalement les services. Les économies des pays d'Afrique du Nord ont tendance à inclure davantage les femmes. En Algérie, au Maroc, en Tunisie et en Libye, les femmes ont tendance à

travailler dans des secteurs plus divers, notamment l'agriculture et le secteur manufacturier. Par exemple, en Libye, les femmes occupent 45 % des emplois dans le secteur manufacturier et 31 % des emplois dans l'agriculture. Au Maroc, les femmes occupent une part importante des emplois dans le secteur de l'agriculture (37 %) et dans le secteur manufacturier (29 %). En Tunisie et en Algérie, les femmes sont également davantage présentes dans le secteur manufacturier (43 % et 36 %, respectivement) et dans le secteur des services (28 % et 22 %, respectivement). En Égypte et en Tunisie, les femmes employées subissent un écart salarial important entre les hommes et les femmes, l'écart moyen des revenus mensuels s'établissant à 14 % et 9 %, respectivement. Toutefois, en Jordanie, l'écart salarial entre les hommes et les femmes est moins inquiétant et est estimé à seulement 2 % en moyenne, en comparant les revenus mensuels.

Dans l'ensemble, les femmes de la région sont susceptibles de quitter les secteurs des biens échangeables pour travailler dans les secteurs des biens non échangeables. Cette évolution est stimulée par la main-d'œuvre qui quitte le secteur de l'agriculture pour travailler dans les secteurs des biens échangeables plus productifs, sans être remplacée à des niveaux semblables. Cette tendance est d'autant plus visible chez les femmes que chez les hommes. Dans presque tous les pays, à l'exception de l'Égypte, la part du secteur manufacturier dans les emplois a baissé. Les emplois des hommes dans les services échangeables ont globalement augmenté, alors qu'ils sont restés stables ou ont baissé pour les femmes. En général, les secteurs des services échangeables dans la région représentent une part très faible des emplois des femmes, et ce niveau est inférieur à celui des hommes. La part des emplois dans ces secteurs a augmenté principalement chez les hommes. Les femmes de la région ont tendance à travailler uniquement

dans quelques secteurs, principalement les services nécessitant de hautes qualifications comme l'enseignement, la santé et les administrations publiques. La part de ces trois secteurs dans les emplois des femmes a fortement augmenté dans presque tous les pays, ce qui explique l'augmentation des travailleuses hautement qualifiées dans la population active de la région. Par ailleurs, la part du secteur du commerce de détail et de gros a fortement augmenté chez les femmes dans la plupart des pays de la région.

Orientations politiques basées sur les analyses des chapitres 2 ,1 et 3

Dans l'ensemble, la lenteur du changement structurel et la désindustrialisation précoce des pays de la région ont pour effet de réduire la capacité de l'économie à créer des emplois productifs et de qualité pour la population relativement jeune et de plus en plus éduquée. Les coûts d'adaptation élevés imposés par les politiques commerciales et par la concurrence accrue aux entreprises et aux travailleurs, tout particulièrement les plus vulnérables, peuvent engendrer des résultats qui sont loin d'être optimaux. Dans le cas des pays de la rive sud de la Méditerranée, cela a conduit à une diminution du taux d'activité des femmes dans les secteurs des biens échangeables. Les problèmes structurels auxquels les femmes et les jeunes font face sur le marché du travail, au-delà de l'impact des politiques commerciales, ont un impact négatif sur la croissance de la productivité du travail et sur la croissance des extrants dans la région, dont le potentiel économique reste inexploité. L'augmentation du taux d'activité des jeunes et des femmes contribuerait à améliorer les résultats économiques de la région, grâce à une hausse de l'accumulation de capital humain et des revenus des ménages, ce qui pourrait à son tour entraîner une hausse de la consommation et de la demande locale et une baisse du rapport de dépendance.

L'intégration des politiques commerciales, industrielles et nationales est nécessaire pour répondre à cela et limiter l'impact inégal possible de la libéralisation des échanges sur le marché du travail. Les femmes de la région ont tendance à avoir un niveau d'éducation élevé et à occuper des postes principalement dans les emplois formels, se concentrant ainsi dans les secteurs des biens échangeables exigeant une main-d'œuvre hautement qualifiée. Ces derniers sont essentiels pour intégrer les femmes sur le marché du travail, assurer leur autonomisation sur le plan économique et favoriser les politiques commerciales et d'investissement inclusives. Les politiques industrielles doivent servir de tremplin aux politiques commerciales et d'investissement pour parvenir à un changement structurel productif et obtenir les résultats espérés, notamment les opportunités pour les femmes et les jeunes de pouvoir bénéficier de la libéralisation des échanges et des exportations plus sophistiquées. Les pays de la région devraient faire de la transformation structurelle une priorité de façon à inverser la désindustrialisation précoce et encourager une croissance inclusive sur le long terme.

Les décideurs politiques des pays de la rive sud de la Méditerranée ont besoin d'intégrer les problèmes liés à l'emploi aux politiques commerciales et d'investissement et de concevoir et mettre en œuvre des interventions sur le commerce et les investissements qui permettront d'optimiser les emplois créés dans la région, à la fois de manière quantitative et qualitative. Cela nécessite l'adoption de politiques industrielles efficaces et modernes qui peuvent servir de tremplin positif et inclusif pour les politiques commerciales pour les marchés du travail de la région. Les politiques et programmes actifs et passifs du marché du travail peuvent servir d'outils pour encourager la mobilité de la main-d'œuvre, permettre une réattribution des facteurs de production et améliorer la capacité des travailleurs

vulnérables à faire face aux importants coûts d'adaptation imposés par la libéralisation des échanges. En outre, les investissements dans les infrastructures matérielles peuvent favoriser la création d'emplois et l'expansion du commerce en encourageant la mobilité de la main-d'œuvre et en diminuant les coûts d'adaptation imposés par la libéralisation des échanges pour les travailleurs et les entreprises. Les investissements dans les infrastructures peuvent également stimuler l'expansion du commerce en réduisant les coûts des transactions liées aux échanges, notamment le coût des transports, le temps passé dans les ports, le coût des procédures douanières et le coût des transports internationaux. Dans l'ensemble, des infrastructures matérielles bien développées peuvent permettre de réduire les barrières commerciales non tarifaires.

Évolution à venir du marché du travail

Le chapitre 4 contient une analyse de l'impact de la crise de la COVID-19 sur le marché du travail et des voies possibles vers la reprise, ainsi que des évolutions à venir qui pourraient perturber le marché du travail dans la région, avec une attention toute particulière portée sur la révolution technologique.

La crise de la COVID-19 a eu des conséquences économiques et sociales très lourdes pour les pays de la rive sud de la Méditerranée. Tous les pays de la région ont connu une contraction importante de leur PIB, avec une baisse plus prononcée en Libye et au Liban (dans le cas du Liban, cette baisse est principalement due à la crise économique et sociale majeure continue subie par le pays). Une estimation du FMI indique que presque tous les pays de la région connaissent une reprise, à l'exception du Liban, où la situation sociale demeure très incertaine. Cependant, au vu de la crise sanitaire, il est possible que ces estimations de reprise s'avèrent trop

optimistes. Le niveau d'investissement a fortement baissé dans la plupart des pays de la région, à l'exception de la Jordanie et de la Libye. La crise de la COVID-19 a également eu un impact sur les équilibres macroéconomiques des différents pays, résultant en une hausse de la dette brute (en pourcentage du PIB) dans la plupart des pays, et à une baisse des recettes publiques. Dans la plupart des pays de la région, les recettes publiques ont chuté en 2020, entraînées par le choc sur l'économie réelle.

Dans la région, le commerce, et tout particulièrement les exportations, a fortement baissé à cause de la pandémie. La plupart des pays de la région ont vu leurs exportations de biens et de services baisser en 2020, à l'exception de l'Égypte, qui a connu une hausse de 3 % de ses exportations de biens entre 2019 et 2020. En 2020, les exportations de biens ont baissé en Libye, notamment à cause de la crise pétrolière. Alors que les pays à revenu élevé connaissent une lente reprise, la reprise des pays de la rive sud de la Méditerranée reste incertaine.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact très fort sur le marché du travail des pays de la rive sud de la Méditerranée. Comme on pouvait s'y attendre dans le monde entier, la crise de la COVID-19 a provoqué de nombreux licenciements dans la région, et la plupart des entreprises ont signalé de fortes baisses des ventes et des extrants à cause de la crise de la COVID-19. En outre, la crise a eu un impact considérable sur les salaires des travailleurs et les revenus des ménages dans la région. Cependant, les salariés du secteur public ont été les moins touchés par les baisses de salaire. La plupart des pays de la région ont adopté relativement rapidement des mesures conçues pour limiter l'impact de la crise de la COVID-19 sur leur économie, malgré l'incidence relativement faible de la crise sanitaire au 2e

trimestre 2020, période pendant laquelle ces mesures ont été adoptées. Les mesures ont eu trois objectifs principaux : stimuler l'économie, protéger les emplois et les revenus et protéger les travailleurs sur le lieu de travail.

Dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, la reprise suite à la crise de la COVID-19 dépendra fortement de l'efficacité et de la rapidité avec lesquelles les pays s'attaqueront à la crise sanitaire. Au niveau mondial, on observe des signes de reprise au niveau du commerce international, tout particulièrement dans les pays à revenu élevé. Toutefois, les voies vers la reprise restent incertaines dans la région. Les voyages internationaux continuent à connaître de fortes perturbations, ce qui a un impact direct sur un secteur stratégique dans la plupart des pays : le tourisme. La reprise des IDE est également très incertaine, tout particulièrement pour les nouveaux projets de l'économie verte dans le secteur manufacturier, hors industries extractives.

Les dynamiques d'investissement et de production au sein des secteurs qui sont tout particulièrement importants pour les pays de la région, comme les secteurs des textiles et de l'habillement, de l'industrie pharmaceutique, de l'électronique et de l'équipement automobile pourraient changer de façon à favoriser les délocalisations de proximité et les relocalisations. Une autre voie vers la reprise constitue à investir dans les secteurs productifs du public et du privé, ce qui permettrait de moderniser les capacités technologiques et de renforcer le secteur manufacturier local. La crise de la COVID-19 soulève encore l'importance des politiques industrielles et du développement des capacités de production locales. Il est ainsi nécessaire que les politiques industrielles et commerciales soient destinées, non seulement à intégrer les pays de la région dans les chaînes

de valeur mondiales, mais également à créer des PME en forte croissance dans les secteurs fortement productifs, ce qui pourrait renforcer la résistance des pays en cas de nouvelle pandémie mondiale ou de perturbations importantes des chaînes de valeur mondiales. D'autres voies vers la reprise sont les d'investissements dans le capital humain et la marge au sein du gouvernement pour accélérer les réformes clés qui encouragent la transformation structurelle.

D'autres évolutions pourraient façonner l'avenir du travail dans la région et à l'international, stimulées par la révolution technologique qui pourrait s'accélérer dans le cadre de la crise de la COVID-19. L'avenir du travail et l'impact des nouvelles technologies sur le marché du travail sont au cœur des débats actuels. Les coûts nécessaires pour s'adapter à ces nouvelles technologies peuvent être élevés, notamment pour les travailleurs peu qualifiés, effectuant des tâches routinières qui sont plus susceptibles de devenir informatisées et automatisées que d'autres tâches. Cela peut causer une augmentation des inégalités entre les travailleurs peu qualifiés et hautement qualifiés. En effet, les travailleurs hautement qualifiés n'effectuent habituellement pas de tâches routinières et il est probable que les nouvelles technologies augmentent la demande pour ce type de travailleurs. De façon plus générale, les innovations technologiques pourraient ralentir ou perturber le processus de convergence et accroître le fossé des inégalités entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible et intermédiaire.

Les innovations technologiques évoluent à un rythme exponentiel et sans précédent et concernent tous les secteurs économiques. Les technologies qui sont le plus susceptibles d'être perturbatrices sont l'intelligence artificielle,

le big data, l'Internet des objets et les dispositifs connectés, le traitement du texte, de l'image et de la voix, la robotique, l'impression et la modélisation 3D, le cloud computing et les biotechnologies.

Bien que l'impact au niveau mondial de ces technologies sur le marché du travail et sur la part des emplois qui seront automatisés fasse l'objet d'intenses débats, pour les pays de la rive sud de la Méditerranée, l'impact de ces technologies va de pair avec une autre question centrale et essentielle : ces technologies auront-elles pour effet de ralentir ou d'accélérer le processus de convergence, et permettront-elles à ces pays de combler le fossé de productivité et de connaissances avec les pays à revenu élevé ? Il est probable que les technologies comme l'intelligence artificielle (IA) permettent de réaliser des économies de main-d'œuvre, qui aurait pour effet de dévaluer le principal avantage dont disposent la plupart des pays à revenu faible et intermédiaire. La menace de l'automatisation pour les pays à revenu faible et intermédiaire concerne davantage le secteur manufacturier, au vu du rôle historique que ce secteur a joué dans la transformation structurelle. Le secteur manufacturier, qui par le passé a intégré la main-d'œuvre principalement peu qualifiée et effectuant des tâches répétitives, pourrait être très exposé aux conséquences de l'automatisation. Pour le secteur manufacturier, on peut s'attendre à ce que trois technologies principales viennent perturber cette industrie : la robotique et l'IA, l'impression 3D, et l'Internet des objets. Il est possible d'associer ces technologies, qui sont susceptibles d'être adoptées en parallèle, de façon à répondre à la demande croissante en produits personnalisés dans différents secteurs. Au sein du secteur manufacturier, la menace de l'automatisation affecte différents

secteurs de manière différente. Des publications ont identifié les secteurs suivants comme étant les plus exposés au risque posé par l'automatisation : l'équipement automobile et de transport, l'industrie pharmaceutique, l'électronique et les pièces automobiles.

L'impact de ces technologies sur le marché du travail, et la mesure dans laquelle les pays vont bénéficier de cette révolution en cours, seront probablement déterminés par au moins quatre variables principales qui influencent les coûts d'adaptation potentiels pour les différentes économies. Ces variables sont les suivantes : au niveau mondial, le rythme des innovations et des changements technologiques (qui est actuellement en croissance exponentielle) ; au niveau de chaque pays, les infrastructures numériques et les compétences ; et à la fois au niveau mondial et de chaque pays, le niveau de préparation aux technologies et le taux d'intégration des technologies par les entreprises. Le taux d'intégration des technologies par les entreprises au niveau mondial et dans les pays de la rive sud de la Méditerranée sera influencé par le rapport entre le coût des technologies et le coût de la main-d'œuvre, ainsi que la capacité du capital humain actuel, au sein des entreprises, à comprendre, à s'approprier et à adopter ces technologies. Le taux d'intégration au sein des entreprises est un facteur essentiel du potentiel d'automatisation.

Dans l'ensemble, il est très difficile d'évaluer l'impact de ces technologies sur le marché du travail des pays de la rive sud de la Méditerranée. Il est plus facile d'évaluer l'impact des technologies sur la demande en compétences que d'estimer son effet sur les pertes d'emplois. Un consensus semble se dégager sur le rôle du capital humain dans

l'avenir du travail et sur le fait que les perturbations les plus importantes causées par les changements technologiques seront probablement liées à la demande en compétences. Comme indiqué ci-dessus, les tâches routinières sont les plus susceptibles d'être fortement automatisées, ce qui diminuerait la demande en travailleurs peu qualifiés. Par ailleurs, la demande en compétences générales ou cognitives devrait gagner de l'importance, car il est peu probable que ces compétences soient automatisées, ce qui augmenterait la demande et la supériorité de ces compétences. En conclusion, la qualité et la composition du capital humain des pays de la rive sud de la Méditerranée et le niveau d'investissement pour préparer les travailleurs de ces pays à la révolution technologique jouera un rôle majeur dans l'adaptation de leur économie dans l'avenir du travail et représentent des variables importantes qui pourront déterminer si les pays de la région connaîtront davantage de suppressions d'emplois ou de créations d'emplois et de remplacements d'emplois.

Orientations politiques basées sur les analyses du chapitre 4

Il est nécessaire que les décideurs politiques de la région travaillent de façon à ce que les politiques industrielles, commerciales et d'emploi intègrent la nouvelle donne de la révolution technologique. Cela signifie anticiper, concevoir et mettre en œuvre des politiques proactives d'enseignement et de formation de façon à préparer la main-d'œuvre et les travailleurs aux perturbations du marché du travail. Il est nécessaire d'investir dans le développement des compétences numériques et générales de tous les travailleurs, notamment pour les travailleurs peu qualifiés, qui seront les plus durement touchés par la révolution technologique.

► Le commerce, l'investissement et l'emploi dans les pays de la rive sud de la Méditerranée

Rapport thématique du projet « Intégration de l'emploi dans le commerce et l'investissement dans le voisinage sud de l'UE »

Les politiques commerciales, d'investissement et industrielles se situent au cœur de la transformation économique et des stratégies génératrices d'emplois dans les pays en développement. Dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, malgré de nombreuses réformes adoptées au cours des dernières décennies, la transformation structurelle reste lente et l'impact de ces politiques sur la création d'emplois reste faible, notamment pour les femmes et les jeunes. Ce rapport thématique examine l'évolution de ces politiques et leur impact sur la transformation économique, la diversification des exportations et le marché du travail, avec une attention toute particulière portée sur les jeunes et les femmes, ainsi que sur les petites et moyennes entreprises de la région. Le rapport fournit également une analyse des évolutions à venir et de leur impact prévu sur le marché du travail dans la région.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF